Stratégies AbE, gouvernance participative, lobbying et plaidoyer : Les acteurs privés formés à Malanville et à Karimama

Les communes de Malanville et Karimama ont respectivement accueilli des ateliers de renforcement des capacités destinés aux acteurs privés les 28 et 30 mai 2024. Organisés par l\\\'ONG SOS SAVANE, partenaire de mise en œuvre du programme BENKADI dans le département de l\\\'Alibori, ces ateliers avaient pour objectif de renforcer et d\\\'harmoniser les compétences des acteurs communaux, notamment ceux du secteur privé, autour des stratégies d\\\'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE), de la gouvernance participative, ainsi que du lobbying et du plaidoyer.

Ces sessions de formation ont réuni 50 participants, parmi lesquels 34 jeunes et 24 femmes, appartenant à dix associations locales. Les thèmes abordés ont permis de combler des lacunes de connaissances et de renforcer certaines pratiques endogènes des communautés locales.

À l\\\'issue de ces ateliers, les résultats obtenus sont prometteurs. Les participants ont été encouragés à vulgariser les acquis pour favoriser un changement de pratiques collectif au niveau communautaire. Pour ceux rencontrés, les stratégies AbE constituent un excellent moyen d'atténuer les effets néfastes des changements climatiques. Ils ont appris à organiser et à adresser des plaidoyers auprès des autorités compétentes afin d'inclure les stratégies AbE et d\\\'autres mesures dans les politiques d\\\'intervention.

Les participants ont également fait le point sur les notions acquises et certains ont exposé les actions qu'ils menaient déjà sur le terrain. Un rappel leur a été fait sur les causes et conséquences des changements climatiques sur la biodiversité, l'agriculture, les ressources en eau et le bien-être des communautés vulnérables. Tous se sont accordés sur la nécessité de s'adapter en se basant sur les écosystèmes dans divers secteurs d\\\'activité tels que l'agriculture, l'élevage, la foresterie, la pêche et la transformation.

Des stratégies AbE, proposées dans les Plans de Développement Communal 4, ont été présentées aux participants dans les domaines de la pêche, de la pisciculture, de l'élevage, de la foresterie et de l'agriculture. Rappelons que l\\\'Adaptation basée sur les Écosystèmes (AbE) est une stratégie qui s\\\'appuie sur les solutions fondées sur la nature et sur les services écosystémiques pour faire face aux changements climatiques.

Megan Valère SOSSOU

Dialogue sur la gouvernance environnementale et climatique : Les parlementaires s'engagent avec Benkadi

Du 3 au 4 juillet 2024, s'est tenu à l'hôtel Bel Azur de Grand-Popo un dialogue politique entre le Réseau des parlementaires béninois pour l'eau, l'assainissement, le

climat et le développement durable et le projet Benkadi au Bénin. Au terme des échanges, l'honorable Adjibadé Moukaram KOUSONDA, au nom du réseau, Monsieur Ernest Comlan Pédro, Secrétaire Permanent de la PASCiB, et Monsieur Juriph Tokpo, Conseiller Technique et Juridique du MCVT, ont signé le communiqué final sanctionnant les travaux et précisant l'engagement total des parlementaires à accompagner le projet Benkadi pour une meilleure gouvernance environnementale et climatique au Bénin.

Vue d\\\'ensemble

« Les députés membres du réseau des parlementaires sur les questions de climat et d'assainissement, à travers le présent communiqué final, expriment leur total appui à la PASCiB et au projet Benkadi pour que les politiques publiques soient inclusives et mises en œuvre pour le renforcement de la résilience des populations vulnérables aux changements climatiques en République du Bénin. » Telle est la conclusion du communiqué final ayant sanctionné les travaux.

Les parlementaires, après avoir écouté les communications sur les forces et faiblesses du cadre juridique en matière d'environnement et de changement climatique au Bénin, ont remercié la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB) pour le travail accompli à travers le projet Benkadi.

Les députés ont constaté que les communautés continuent de subir les affres du changement climatique, qui se traduisent par les inondations, la déforestation, l\\\'érosion côtière et les variations climatiques extrêmes, avec des répercussions directes sur nos écosystèmes, notre agriculture, notre économie et le bien-être de nos populations.

Ils se sont félicités de l'engagement de la PASCiB pour un dialogue constructif avec les acteurs étatiques et les partenaires techniques et financiers sur les politiques macro-

économiques et sectorielles orientées vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

Ils ont ensuite exprimé leur engagement à contribuer à toute amélioration du cadre juridique et réglementaire en lien avec les changements climatiques et à toute action de sensibilisation et d'implication des communautés pour l'amélioration de leur résilience.

L'atelier a été présidé par l'honorable Adjibadé Moukaram KOUSONDA, député à l'Assemblée Nationale et Vice-Coordonnateur du Réseau des parlementaires béninois pour l'eau, l'assainissement, le climat et le développement durable. Il a insisté sur l'entière disponibilité du Parlement à accompagner le projet Benkadi pour améliorer les textes en vigueur.

De gauche à droite, le DC/ Maep, le député et le Secrétaire Permanent de la PASCiB à l'ouverture

Pour le Secrétaire Permanent de la PASCiB, Dr. Ernest Comlan PEDRO, la présence massive des députés au dialogue témoigne de l'engagement partagé à relever l'un des défis les plus pressants de notre époque : la lutte contre les effets néfastes du changement climatique. Il a rappelé que les textes les plus importants adoptés ou ratifiés par le Bénin n'ont pas toujours reconnu expressément et de façon explicite l'implication active de la société civile, encore moins celle des couches vulnérables.

C'est pourquoi le dialogue revêt une importance capitale pour notre pays afin de préserver notre riche patrimoine naturel, mais aussi pour garantir un avenir durable pour les générations futures. Dr. Pedro a remercié chaleureusement chacun des participants pour leur engagement et leur participation active à un dialogue fructueux. Il n'a pas manqué d'exprimer sa gratitude aux partenaires : Woord an Daad et le Ministère Néerlandais des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas (MOFA), pour leur appui technique et financier.

Le Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, associé à l'événement, Monsieur Aguêmon Dossa, a remercié les parlementaires pour leur présence malgré leurs multiples préoccupations. Pour lui, le Bénin, comme tous les pays de la planète, est confronté à des défis environnementaux et climatiques sans précédent. En tant que pays à vocation agricole, nous ressentons particulièrement les impacts de ces changements sur nos productions, nos rendements et nos moyens de subsistance.

Il est donc impératif que tous les décideurs politiques et responsables publics adoptent une approche proactive et collaborative pour renforcer la gouvernance environnementale. Cela passe par des politiques audacieuses, des réglementations claires et une mise en œuvre rigoureuse des mesures de protection de notre environnement. Ce dialogue avec les parlementaires est crucial, leur rôle législatif et de contrôle étant déterminant pour la réussite de notre mission commune, a déclaré le Directeur de Cabinet.

Il a souhaité que les lacunes et les opportunités dans nos cadres législatifs et réglementaires soient identifiées et les capacités institutionnelles renforcées pour une mise en œuvre efficace des politiques environnementales afin de promouvoir la participation active des communautés locales dans la gestion de l\\\'environnement.

Ensemble, nous devons construire un avenir où notre environnement est protégé, où notre agriculture est résiliente face aux aléas climatiques et où nos citoyens peuvent vivre en harmonie avec la nature, a conclu Monsieur Aguêmon Dossa.

Cell com / Benkadi

L’ONG JVE Bénin partage de bonnes pratiques d’adaptation aux changements climatiques avec les jeunes à Athiémè et à Grand-Popo

Les 26 juin et 2 juillet 2024, l\\\’ONG JVE Bénin a organisé des conférences thématiques publiques à Athiémè et Grand-Popo dans le cadre du programme BENKADI. Ces événements visaient à sensibiliser les communautés locales aux bonnes pratiques d’adaptation aux changements climatiques, en ciblant principalement les jeunes.

Photo de famille conférence thématique Athieme

À Athiémè, la conférence a réuni 70 participants, dont 26 jeunes et 22 femmes. Les panélistes, BAWA Amadou (point focal PASCIB), TOFFA Marie (trésorière de l\\\’UCCPMA), et AIKPE Chantal (vice-présidente du comité de pilotage des initiatives de la plateforme multi-acteurs), modérés par SOUROU Christophe, ont partagé des exemples concrets de bonnes pratiques d’adaptation et discuté des défis et des impacts positifs sur les communautés locales.

Une présentation visuelle, réalisée par la plateforme locale multi acteurs avec le soutien de l’ONG JVE et du programme BENKADI, a mis en avant les bonnes pratiques tout en illustrant les mauvaises pratiques à éviter. Les discussions interactives ont permis d\\\’explorer les leçons apprises et de proposer des améliorations aux pratiques existantes.

La vulgarisation de bonnes pratiques d’adaptation identifiées et mises en œuvre par des jeunes, des femmes, ou des associations de la communauté a été faite. Les échanges ont

porté sur la possibilité d\\\’adapter ces pratiques à d\\\’autres contextes, élargissant ainsi leur impact potentiel.

Pour BAWA Amadou, panéliste à Athiémè, \\\ »Les discussions et les échanges ont été très enrichissants. Les recommandations partagées aujourd\\\’hui aideront nos communautés à mieux s\\\’adapter aux défis climatiques.\\\ »

DJIHOKIN Victorine, bénéficiaire à Athiémè : \\\ »Les informations et les bonnes pratiques présentées m\\\’ont donné des idées pratiques pour améliorer la résilience de ma communauté.\\\ »

À Grand-Popo, dans l’arrondissement de Djanglanmey, la conférence a attiré 55 participants, dont 35 jeunes et 15 femmes. Le panel, composé d’AVOSSE Barnabé (Chef d’arrondissement d’Adjaha), TOUMATOU Benjamin (représentant du Chef d’arrondissement Gbéhoué), et DEGBEFFANA Constantine (sociologue), sous la modération de KPATCHA Richard Chef d’arrondissement de Djanglanmey, a discuté des bonnes pratiques d’adaptation, leurs impacts, et les défis rencontrés.

KPATCHA Richard, en tant que chef d\\\’arrondissement et modérateur de la conférence, a joué un rôle crucial dans la dynamique de la session à Djanglanmey. Il a facilité les discussions interactives qui ont permis de mettre en lumière les meilleures pratiques d\\\’adaptation et d\\\’inspirer les jeunes participants à s\\\’impliquer activement dans la protection de leur environnement.

Une présentation visuelle, réalisée par la plateforme locale multi acteurs avec le soutien de l’ONG JVE et du programme BENKADI, a mis en avant les bonnes pratiques d’adaptation tout en illustrant les mauvaises pratiques à éviter. Les discussions interactives ont offert une exploration des leçons apprises et des propositions d’amélioration des pratiques

existantes. La vulgarisation de bonnes pratiques d'adaptation identifiées et mises en œuvre par des jeunes, des femmes, ou des associations de la communauté a été faite.

\\\ »La mobilisation des jeunes et des femmes à cette conférence est un signe positif que notre communauté est prête à adopter des mesures durables pour faire face aux changements climatiques.\\\ » a déclaré KPATCHA Richard, modérateur à Grand-Popo.

Quant à ASSOGBA Edith, participante à Grand-Popo : La conférence l'a permis de découvrir les actions concrètes qu'elle peut entreprendre pour contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

Rappelons que les conférences ont renforcé les capacités locales des jeunes en les fournissant des outils concrets pour faire face aux défis climatiques.

Atelier multi-acteurs sur l'aire marine protégée de Donaten : le rapport de l'étude diagnostique validé

Du 16 au 17 mai 2024, à l'hôtel Chez Théo à Possotomè dans le Mono, s'est tenu l'atelier de validation du rapport diagnostique de l'étude sur l'aire marine protégée de Donaten. Une activité conduite sous la direction du Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF) grâce à l'appui du

programme Benkadi de la PASCiB au Bénin.

Une vue des participants à l'atelier

Mission accomplie, a déclaré en filigrane le Directeur Général du CENAGREF, Monsieur Abdel Aziz Baba-Moussa, à la clôture de l'atelier. L'étude attendue pour l'année dernière est enfin achevée et son rapport validé. Désormais, les regards sont tournés vers l'élaboration du plan d'aménagement des aires marines protégées. Pour le Chef de Projet Benkadi, Monsieur Sagbo Damien Djodjo Kouton, les objectifs assignés à l'atelier ont été largement atteints, et il félicite les participants.

Selon le Secrétaire Permanent de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB), Monsieur Ernest Comlan Pédro, le sujet de la rencontre est d\\\'une importance capitale. Depuis environ quinze ans, la PASCiB œuvre pour la participation inclusive des différentes catégories d'acteurs sur ces questions, remontant aux discussions et à la validation de l'Accord de Busan. Cet accord stipule que pour passer de l'efficacité de l'aide à l'efficacité du développement, les États doivent inclure toutes les catégories d'acteurs dans toute la chaîne de développement, de l\\\'identification et de l'élaboration des stratégies à leur mise en œuvre et suivi-évaluation. Il se réjouit que ce plaidoyer soit une réalité au Bénin, soutenue par le gouvernement actuel, qui suit la dynamique initiée depuis le 13 octobre 2011. En renouvelant le décret favorisant cette inclusion le 22 juin 2022, le gouvernement montre son engagement. La reconnaissance des acteurs est encore renforcée par l\\\'inclusion de cette dynamique dans la loi d'orientation agricole de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (LOASAN).

Le Secrétaire Permanent de la PASCiB a encouragé les participants à apporter des contributions techniques utiles et a exprimé sa confiance dans la production de résultats de qualité, compte tenu des compétences des participants. La

Présidente de l’Association nationale des mareyeurs et mareyeuses du Mono, Madame Catherine Zinsou, a remercié les organisateurs pour l’invitation à cette tâche noble de validation.

Lors de l’ouverture de l’atelier, le Directeur Général du CENAGREF, Monsieur Abdel Aziz Baba-Moussa, s’est félicité de l’aboutissement de l’étude diagnostique qui aurait dû s’achever plus tôt. Il a salué l’approche inclusive adoptée depuis 1996 par le secteur forestier et poursuivie pour des études similaires, soulignant que le bonheur des populations ne peut se faire sans leur participation.

Le DG/CENAGREF a précisé que l’atelier était à la fois hautement scientifique et philosophique, recommandant une analyse rigoureuse des résultats de l’étude qui fournira une cartographie des terroirs riverains. Le CENAGREF, chargé par l’État béninois de gérer les deux aires marines protégées créées par décret en janvier 2022, remercie le projet Benkadi de la PASCiB pour son soutien. Les objectifs de l’atelier étaient d’étudier les résultats, de formuler des observations et de valider les conclusions. De plus, le CENAGREF vise à proposer une vision pour les aires marines et à discuter des options d’aménagement avec le Réseau des Aires Marines Protégées d’Afrique de l’Ouest (RAMPAO), qui a accepté d’accompagner le CENAGREF dans l’élaboration du plan d’aménagement de ces aires marines protégées.

Les participants, invités à donner le meilleur d’eux-mêmes, étaient issus d\\\’organisations non gouvernementales, de structures étatiques, notamment des eaux et forêts, du ministère en charge du cadre de vie, des mairies, de la préfecture maritime, des consultants ayant conduit les études, des experts du programme Benkadi, et d\\\’autres.

Cellule Communication Benkadi

Climat en Afrique de l’Ouest : Benkadi et Woord End Daad mobilisent les parties prenantes

Dans une initiative conjointe visant à mieux appréhender et répondre aux défis des changements climatiques en Afrique de l’Ouest, le Consortium Benkadi et l’ONG Néerlandaise Woord End Daad organisent depuis hier, jeudi 23 mai 2024, une conférence publique régionale à Cotonou autour du thème: « **L’Afrique de l’Ouest face aux défis du Changement climatique : Comprendre pour mieux agir** »

.

Conférence publique régionale

L\\\’objectif principal de cet événement de deux jours est de susciter le dialogue multi-acteurs avec les institutions financières et multilatérales sous régionales autour de la justice et la finance climatique. L’initiative rassemble des représentants des ministères, des experts, des décideurs politiques et des partenaires techniques et financiers des pays concernés.

Aurelien Atidegla, Président du Conseil d’Administration de la PASCIB, a souligné l\\\’importance de cette rencontre : « *Après trois années de mise en œuvre du programme Benkadi, cet évènement vient à point nommé car il révèle la capacité de la société civile à mobiliser toutes les parties prenantes qui œuvrent pour une gouvernance participative indispensable à la promotion d’un développement durable.* »

L’Ambassadeur des Pays-Bas près le Bénin, Joris Jurrens, se réjouit que la conférence ait lieu au lendemain de la journée mondiale de la biodiversité. *« La biodiversité se retrouve parfaitement dans le terme global qui nous réunit ici »,* a-t-il déclaré, rappelant que le soutien des Pays-Bas dans la lutte contre les changements climatiques s’inscrit dans le cadre de la coopération pour le développement où la réduction de la pauvreté occupe une place centrale.

Pour le représentant de Woord end Daad, cette conférence est cruciale dans le contexte actuel de crise climatique. Il soutient la nécessité de collaborer avec tous les acteurs à divers niveaux pour relever le défi climatique.

Cérémonie d\\\’inauguration

Martin Pépin Aina, Directeur Général de l’Environnement et du Climat, Ministre du Cadre de Vie et du Développement en charge du transport, a partagé des perspectives alarmantes tirées du rapport Bénin Perspective Économie 2024 de la Banque mondiale : Les projections indiquent une diminution potentielle d\\\’un tiers des rendements agricoles d\\\’ici 2050, en raison des hausses de température et de la diminution des pluies. Les pertes de PIB réel dues aux effets des changements climatiques pourraient passer de 7% à 11% entre 2030 et 2050. *« C’est en anticipant sur toutes ces menaces que le gouvernement du Bénin a clairement affiché sa vision face aux changements climatiques, celle de construire un pays résilient où le développement socioéconomique se fait de manière durable et inclusive »*, a-t-il justifié.

Aguemon Dossa, Directeur de cabinet du Ministre de l’Agriculture, de l’Élevage et de la Pêche, a officiellement ouvert les travaux de la conférence, soulignant l\\\’importance de ces débats enrichissants pour apporter les solutions adéquates au défi climatique.

Vue d\\\’ensemble des participants
Cette conférence de haut niveau, avec six panels au programme, réunit environ une centaine de participants issus des pays d’Afrique de l’Ouest, membres ou non de Benkadi. Elle sert de tribune pour plaider en faveur de mesures concrètes en matière de justice climatique et de financement, avec pour objectif ultime la construction d\\\’un avenir résilient et durable pour la région.

Megan Valère SOSSOU

Bénin: Contribution du programme Benkadi à l\’inclusion genre dans un contexte de changement climatique

*La journée internationale des femmes célébrée le 08 mars sous le thème « **l’égalité aujourd’hui pour un avenir durable** », interpelle l’ensemble des acteurs sur l’implication de toutes les couches aux efforts nationaux et internationaux de lutte contre les changements climatiques.*
En effet, les changements climatiques constituent des menaces sérieuses pour l’environnement physique et humain, de même que pour l’économie nationale, régionale et mondiale.

Parmi les zones les plus affectées, figure l’Afrique de l’Ouest (IPCC, 2014), où les secteurs clés de développement, notamment l’environnement, l’agriculture, les ressources en

eau, sont considérés comme vulnérables aux changements climatiques.
Les changements climatiques et les inégalités entre les sexes sont donc liés. En milieu rural, les femmes sont contraintes de faire de longues distances pour la corvée d'eau. Cela les expose aux risques de violences sexuelles et physiques surtout dans les contextes sécuritaires délétères.

A titre illustratif, les résultats des études genre et inclusion conduites par le programme Benkadi, une initiative de la société civile ouest africaine avec l'appui financier du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, en 2021 révèle en ce qui concerne le Bénin, que les femmes occupent 60% de la main d'œuvre agricole et apportent 80% de la production alimentaire, Elles sont très actives dans tous les secteurs d'activités agricoles. Elles constituent 65,5% des actifs agricoles dont 42,2% dans le primaire, 18,1% dans le secondaire et 39,7% dans le tertiaire. Toutefois, elles sont confrontées aux pesanteurs socio-culturelles découlant du système patriarcal qui limitent leur accès aux ressources productives (terre, crédits, intrants, etc.) et tendent à les confiner dans la sphère reproductive. Elles ont un très faible niveau d'éducation/formation et sont faiblement représentées dans les instances de prise de décision au sein des Organisations Socioprofessionnelles Agricoles.
Pour la Présidente du Réseau pour l'intégration des femmes des ONGs et Associations Africaines (RIFONGA)-Section du Bénin, *« l'enjeu actuel est d'assurer l'implication effective des femmes dans les instances de prise de décisions à tous les niveaux du dialogue politique pour le renforcement de la participation citoyenne dans l'identification, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et stratégies publiques de développement afin d'assurer la résilience des communautés vulnérables face aux changements climatiques »* madame Léontine Konou IDOHOU.

Pour rappel, le programme BENKADI d'un coût global de

14.206.783.613 FCFA et sur une période de 5 ans (Janvier 2021-Décembre 2025) est une initiative de la société civile ouest africaine pour améliorer l\\\’efficacité des politiques publiques en matière d\\\’adaptation au changement climatique et d\\\’atténuation de ses effets au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d\\\’Ivoire et au Mali. Le programme couvre 4 pays, 30 régions et 67 communes. Au Bénin il est porté par la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB), au Burkina Faso par le Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG), en Côte d’Ivoire par la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI), au Mali par le Secrétariat de Concertation des Organisations Non Gouvernementales (SECO-ONG). Le programme reçoit l’accompagnement technique et financier de Woord En Daad (WD) et du Ministère des Affaires Etrangères (MoFA) des Pays–Bas sous le leadership du Secrétariat Permanent des ONG (SPONG).

Source : communiqué de presse du Programme BENKADI